



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions  
- TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0B2 / Noyau 0B2**

**Gatineau**

**Québec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**

**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Maritime Aircraft Division/Division de aéronefs  
maritimes

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

8C1, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> Tactical Control Radar systems	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W8475-155257/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 010
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W8475-155257	<b>Date</b> 2016-11-18
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$BQ-164-25949	
<b>File No. - N° de dossier</b> 164bq.W8475-155257	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-11-30</b>	
<b>Time Zone</b> Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Chénier, Suzanne S.	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 164bq
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 469-3829 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 997-0437
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

Le but de la modification 010 de la présente lettre d'intérêt est de répondre aux questions reçues durant et après la Journée de l'industrie et les séances individuelles, ainsi que de modifier l'article 8 – Date de clôture de la Lettre d'intérêt (LI n° 1).

## 1. Questions et réponses

N°	Question	Réponse
1	Les noms des participants ou de leur entreprise respective seront-ils communiqués au public?	Aucun renseignement sur les participants ne sera publié dans le cadre de ce processus de demande de soumissions.
2	Pourquoi le Canada envisage-t-il de conclure deux contrats plutôt qu'un seul, tel qu'indiqué dans l'ébauche de la demande de propositions (DP) incluse dans la Lettre d'intérêt (LI)?	En ce moment, le Canada en est encore à passer en revue les exigences contractuelles, et la décision finale concernant la conclusion d'un (1) ou de deux (2) contrats sera prise avant la publication de toute DP officielle.
3	Il est mentionné que les « ressources contractuelles » seront utilisées dans l'évaluation des soumissions. Quelles seront ces ressources?	Les ressources contractuelles qui prendront part à l'évaluation sont les intervenants chargés des radars de contrôle tactique (RCT) et les autres membres de l'équipe de direction de projets du ministère de la Défense nationale (MDN), qui sont des ressources contractuelles intégrées. En vue d'éviter toute situation de conflit d'intérêts, aucune entreprise qui représenterait ces ressources contractuelles intégrées ne pourra prendre part à une proposition de soumission de la part de l'industrie. Le Canada ne conclura pas de contrats pour de l'aide externe supplémentaire à la réalisation de l'évaluation des soumissions.
4	Le Canada peut-il clarifier la fourniture de pièces de rechange dans le cadre de ce contrat? Les pièces de rechange sont-elles incluses dans la section portant sur l'évaluation financière? De quelle manière le soutien en service sera-t-il évalué sur le plan financier? Le Canada établira-t-il une exigence plus serrée quant à la quantité de pièces de rechange (c.-à-d. en précisant la disponibilité globale de radars)?	<p>Pour le moment, l'acquisition de toute pièce de rechange ou de soutien en service est une option qui se présente pour le Canada. L'entrepreneur qui remportera le contrat devra effectuer une analyse des pièces de rechange afin de déterminer la quantité de pièces nécessaires pour la solution finale.</p> <p>L'achat des pièces et leur évaluation font encore l'objet d'enquêtes par le Canada, et ces activités seront achevées avant la publication de toute DP officielle.</p> <p>L'évaluation de toutes les exigences financières sera mise au point avant la publication de toute DP officielle.</p>

5	À l'heure actuelle, le Canada a précisé que le paiement de tout système optionnel sera effectué au moment de la livraison et de l'acceptation. Étant donné que des efforts importants sont requis sur une période prolongée pour la production, la mise à l'essai et tout autre travail nécessaire pour ces systèmes, cela pourrait créer des mouvements de trésorerie négatifs pour un entrepreneur donné. Cette situation peut-elle être modifiée?	Le Canada ne considère pas que la base de paiement actuelle incluse dans la DP provisoire soit finale. Les modifications seront intégrées avant la publication de toute DP officielle, selon le cas.
6	Le Canada envisage-t-il d'inclure la livraison du radar dans le cadre des critères d'évaluation cotés?	Le Canada prendra ce point en considération. Toute modification à l'évaluation des critères cotés sera achevée avant la publication de toute DP officielle.
7	Le Canada intégrera-t-il une évaluation des risques à l'évaluation des soumissions techniques?	À ce stade-ci, il n'est pas prévu de réaliser une évaluation des risques dans le cadre de l'évaluation, mais le Canada prendra ce point en considération. Toute modification à l'évaluation technique des soumissions sera achevée avant la publication de toute DP officielle.
8.	Bon nombre d'exigences figurant dans l'Énoncé des travaux et relevées comme DEVANT être satisfaites n'apparaissent pas dans l'évaluation ou les évaluations de démonstration. Que se passe-t-il?	Toute exigence figurant dans l'Énoncé des travaux (EDT) et déterminée comme DEVANT être satisfaite est une exigence obligatoire pour le système de radars de contrôle tactique (RCT). Ces exigences ne feront pas l'objet d'une évaluation lors du processus de demande de soumissions, mais elles demeureront des obligations contractuelles après l'attribution du contrat.
9	Existe-t-il des plans pour une autre lettre d'intérêt afin de solliciter des renseignements sur cette exigence?	On prévoit publier une autre lettre d'intérêt au début de 2017 uniquement aux fins de solliciter des renseignements liés à l'évaluation des retombées industrielles et technologiques (RIT) et de la proposition de valeur (PV). Cette LI n° 2 constituera la deuxième et dernière phase de la consultation liée aux LI pour le projet de radars de contrôle tactique (RCT).
10	Le radar de contrôle tactique n'a pas été inclus dans le Guide d'acquisition de la Défense (GAD) de 2016; pourquoi? Le Canada peut-il préciser le budget réel?	L'un des principaux objectifs du présent processus de LI est d'obtenir des renseignements de nature financière auprès de l'industrie (Annexe D – Exigences concernant les prix) pour faire en sorte que les niveaux de budget actuellement considérés sont adéquats pour répondre entièrement à ce besoin. Le MDN

		utilisera les renseignements sur les prix pour parachever le budget du projet. Le Canada ne peut pas échanger de renseignements concernant le budget final pour l'instant. Le projet pourrait ne pas figurer sur la liste du GAD jusqu'à ce qu'il atteigne le premier jalon de l'approbation, tel qu'établi dans les diapositives sur présentation la Journée de l'industrie.
11	Le jalon actuel et le calendrier de paiement montrent une livraison de 24 mois. Si le produit est livré plus tôt que les 24 mois impartis, quand le paiement sera-t-il effectué?	Le nombre de mois après la date d'attribution (MADA) du contrat qui figure dans la description du jalon, les critères et la Base de paiement ne représentent pas des échéances fermes. Ces MADA du contrat sont considérés comme correspondant au principe du « pas plus tard que ». Si le jalon est atteint et livré plus tôt que les MADA établis dans le contrat, selon les modalités d'un contrat éventuel, et s'il est accepté par le Canada, le paiement sera effectué à ce moment-là.
12	Ce besoin est-il lié à un processus d'approvisionnement passé ou présent, couronné de succès ou pas, pour ce qui est des radars de contrôle tactique?	L'appel d'offres W8475-155257 correspond à un besoin ponctuel. Il n'est pas lié à un processus d'approvisionnement passé, présent ou futur. L'Énoncé des travaux, les spécifications et les exigences établies dans la DP provisoire doivent être considérés comme un nouveau besoin et ne doivent pas être liés ou comparés à un ancien processus d'approvisionnement en radars.
13	Le Canada peut-il expliquer de façon plus explicite le terme de « livraison » (24 et 30 mois)? Qu'est-ce que le Canada entend par livraison? Cela renvoie-t-il à l'expédition du radar?	La livraison est définie comme étant la livraison de tout l'équipement d'un système donné, sa présence sur le site et son état de préparation à la mise à l'essai (c.-à-d. essai d'acceptation sur place). À l'heure actuelle, on s'attend à ce que le premier système de radars de contrôle tactique (RCT) soit livré au plus tard 24 mois après l'attribution du contrat; le deuxième système de radars de contrôle tactique (RCT) sera quant à lui livré au plus tard 30 mois après l'attribution du contrat.
14	Le Canada tiendra-t-il davantage de séances individuelles sur cette exigence?	Le Canada tiendra compte de ce point et prendra une décision à une date ultérieure.
15	Pourquoi le Canada invoque-t-il les restrictions imposées par l'International Traffic in Arms Regulations pour cet approvisionnement?	Une partie de l'équipement que le Canada aura besoin de prêter en tant qu'équipement fourni par le gouvernement (EGF) est représentée par les marchandises contrôlées en vertu de l'International Traffic in Arms Regulations (ITAR) et des règles concernant l'Accès et le transfert de

		la technologie contrôlée (ATTC). Le Canada doit continuer à se conformer à l'International Traffic in Arms Regulations.
16.	L'exigence de l'avertissement de passation de contrat spécial de la sécurité nationale (APCS-SN) pour les citoyens américains et canadiens est-elle invoquée aux fins d'intégration? D'autres aspects de la gestion du projet peuvent-ils être pris en charge par des ressortissants de nations étrangères?	La restriction s'appliquant aux citoyens canadiens ou américains concerne la sécurité des communications (SECOM) et l'équipement de chiffrement, conformément aux politiques du Centre de la sécurité des télécommunications Canada et aux restrictions relatives à l'ITAR) associées à l'équipement fourni par le gouvernement (EFG). Les radars peuvent être construits dans n'importe quel pays. L'ensemble du personnel du projet doit être formé de citoyens canadiens ou américains, car le Canada ne possède aucun moyen de contrôler les éléments relatifs à l'ITAR et à l'ATTC une fois qu'ils sont transférés à une entreprise. En outre, il n'y a pas de moyen de limiter l'accès aux autres employés d'une entreprise. Les personnes participant à l'intégration de l'équipement de SECOM, de chiffrement et de l'équipement contrôlé par l'ITAR doivent être des citoyennes canadiennes ou américaines. Cependant, des citoyens non canadiens ou non américains peuvent apporter une aide à l'entrepreneur principal en réalisant une certaine partie du travail, notamment les examens préliminaires de la conception, les examens critiques de la conception ainsi que des tests opérationnels; ces personnes doivent toutefois être accompagnées et ne peuvent avoir accès à des marchandises contrôlées, y compris des éléments de l'ITAR et du matériel de SECOM.
17	Quel est le but du processus d'approbation prolongé (intervalle entre le LI n° 1 et l'émission de la DP)?	Avant d'émettre une DP, le Canada doit suivre l'ensemble du processus d'approbation prescrit. Les renseignements sur les prix et la disponibilité qui sont demandés à l'annexe D de la LI n° 1 doivent être fournis au MDN pour qu'il puisse franchir la première étape du processus d'approbation.
18	Le Canada est-il capable de confirmer le calendrier du projet?	Des dates provisoires figurant au calendrier sont incluses dans la LI n° 1.
19.	Combien durera la période de validité pour les options irrévocables?	Le Canada n'a pas établi la durée de la période de validité des options pour l'instant. Il déterminera la meilleure approche possible, et la période de validité de la troisième période optionnelle sera fixée avant la publication de toute DP officielle.

20	<p>En ce qui concerne la période de validité de la DP, 18 mois semble être une longue durée – le Canada pourrait-il envisager de la raccourcir?</p>	<p>Le Canada comprend que la période de validité des soumissions de la DP peut poser des difficultés pour l'industrie, mais, étant donné qu'un certain nombre de processus internes ne peuvent être lancés tant que la DP n'est pas close, comme l'évaluation des soumissions, les approbations des projets et des contrats, les vérifications des exigences relatives à la sécurité, etc., le Canada estime qu'il faudra compter de 12 à 18 mois entre les dates de clôture des soumissions et d'attribution du contrat. Le Canada a également inclus une clause de rajustement des prix afin de limiter le fardeau imposé aux soumissionnaires.</p>
21	<p>D'autres exigences sont-elles nécessaires ou pourraient-elles être nécessaires en ce qui concerne l'infrastructure de soutien aux radars? Qui se chargera d'établir un contrat pour la construction finale en lien avec la modification de l'infrastructure? Le Canada a-t-il envisagé d'inclure la construction en tant que telle dans le cadre des produits à livrer?</p>	<p>Les exigences liées à la conception de l'infrastructure sont détaillées dans l'EDT et ne devraient pas changer à ce stade-ci. Tel qu'énoncé dans le besoin, le Canada ne s'attend à recevoir que les produits à livrer mentionnés dans les annexes et appendices.</p> <p>Pour le moment, le Canada a l'intention d'utiliser les renseignements fournis pour conclure un contrat de construction physique et, ainsi, les soumissionnaires devront faire en sorte que toutes les spécifications de la conception et de l'équipement puissent être fournies au Canada sans aucune restriction. Il incombe au Canada d'embaucher une entreprise de construction. Étant donné que l'entrepreneur sera responsable de la conception de l'infrastructure, le coût associé à la satisfaction de tous les aspects des exigences de conception de l'infrastructure figurant dans l'Énoncé des travaux devra figurer dans la soumission financière, mais non le coût de tout travail de construction qui en résulterait. L'effort de conception dont le coût est établi dans la proposition doit reposer sur le plan d'action recommandé par l'entrepreneur.</p>
22	<p>S'attend-on à ce que les soumissionnaires définissent les coûts associés aux modifications de l'infrastructure?</p>	<p>Les estimations des coûts associées aux modifications elles-mêmes seront fournies après l'attribution du contrat dans le cadre des documents de conception figurant dans la liste des données essentielles au contrat (LDEC). En ce qui concerne les coûts liés à l'infrastructure qui sont intégrés dans les propositions financières durant la période de la DP, le Canada s'attend à ce que les soumissionnaires ne présentent que les prix associés à leurs efforts de conception des modifications de l'infrastructure, car le Canada</p>

		sera responsable de mettre en œuvre les conceptions des modifications convenues.
23	Le Canada fournirait-il les spécifications des capots d'antenne installés actuellement au 42 <sup>e</sup> escadron de radar et au 12 <sup>e</sup> escadron de radar?	Oui, le Canada fournira les spécifications des capots d'antenne installés actuellement au 42 <sup>e</sup> escadron de radar et au 12 <sup>e</sup> escadron de radar.
24	La construction a-t-elle une incidence sur la livraison des systèmes de radar finaux? Comment l'état de préparation des installations touchera-t-il l'essai d'acceptation sur place (EAP)?	Dans le cas où des modifications requises de l'infrastructure existante, y compris la construction de nouvelles structures, ne seraient pas achevées au moment où les systèmes de radar seront prêts à être livrés, le Canada s'attend à ce que les systèmes soient encore mis au point à l'extérieur de ces structures. Les travaux de construction ne feront pas obstacle à la livraison des systèmes de radar. Si les têtes de radar ne sont pas prêtes pour l'EAP des systèmes de radars de contrôle tactique (RCT), l'évaluation de l'EAP des systèmes de radars de contrôle tactique (RCT) sera limitée à un scénario de déploiement.
25	Le Canada peut-il offrir un accès au site, par l'entremise d'une visite officielle du site, avant la publication d'une DP, afin de permettre aux soumissionnaires potentiels de voir et d'inspecter les sites où seront installés les radars?	Le Canada ne prévoit pas actuellement organiser des visites de site avant la publication de toute DP officielle. Les visites de site obligatoires feront partie du processus de demande de soumissions et se tiendront plus tôt, à l'étape des propositions ouvertes. La période durant laquelle l'étape des propositions est ouverte à l'acceptation de soumissions officielles sera déterminée avant la publication de toute DP officielle, et l'exigence des visites du site sera prise en considération pour donner à tous les soumissionnaires potentiels amplement le temps de se préparer.
26	Une infrastructure est-elle actuellement en place pour envoyer et recevoir des données? Quelles sont les exigences en matière de liens entre les projets interreliés figurant sur la liste de l'Énoncé des travaux?	Le Canada mènera des enquêtes plus approfondies et s'assurera que les renseignements pertinents concernant les exigences en matière de liens entre les projets sont disponibles avec la publication de toute DP officielle.
27	Du temps sera-t-il accordé aux soumissionnaires potentiels afin qu'ils réalisent des analyses géotechniques, des relevés sur place ou des analyses environnementales?	Le MDN a achevé la plupart de ces exigences, si ce n'est pas toutes, et fournira aux soumissionnaires les résultats de toutes les analyses de site en tant qu'information fournie par le gouvernement (IFG).
28	Le troisième radar constitue-t-il un besoin opérationnel? Constitue-t-il actuellement une	Le besoin opérationnel concerne les trois (3) radars de contrôle tactique. Le coût prévu de

	option en raison de l'incertitude liée au financement? Comment les options doivent-elles être incluses dans le coût?	l'acquisition de deux (2) ou trois (3) radars devrait dépasser les approbations actuelles du Conseil du Trésor (CT) et, en conséquence, le MDN doit suivre un processus d'approbation interne pour s'assurer du financement du troisième radar optionnel.
29	Le Canada a-t-il pris en considération la toute dernière technologie en matière de radars dans les spécifications techniques?	Toute technologie en matière de radar utilisée dans les radars de contrôle tactique doit satisfaire aux exigences techniques précisées dans l'EDT et à toutes les exigences obligatoires pour être prise en considération.
30	Les exigences techniques pour la fonctionnalité et les spécifications des radars changeront-elles ou sont-elles désormais finales?	Le Canada examine encore les spécifications finales requises pour satisfaire aux besoins opérationnels. Les spécifications finales seront mises au point avant la publication de toute DP officielle.
31	Le Canada envisagerait-il de préciser l'environnement opérationnel et de décrire des scénarios particuliers au lieu d'énoncer une exigence en matière de conception?	Le Canada examine encore les spécifications finales requises pour satisfaire aux besoins opérationnels. Les spécifications finales seront mises au point avant la publication de toute DP officielle.
32	Normalement, la suite de logiciels sur les dispositifs de commandement et de contrôle (C2) modifie des paramètres comme la vitesse et la direction. Le MDN s'attend-il à forcer la mise en place de modifications manuelles, par exemple en attribuant un indicatif d'appel?	Le Canada examinera les exigences pour déterminer si des renseignements supplémentaires ou de clarté seront fournis dans toute DP officielle.
33	Quel est le rôle principal prévu du radar de contrôle tactique (RCT)? La formation? Le trafic aérien? Etc.?	Le RCT sera un système multifonction et polyvalent utilisé principalement pour la défense aérienne, y compris la mise sur pied de forces et l'appui à des activités du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, de l'OTAN, du G7 et du G8, par exemple.
34	Le Canada demande « des radars non destinés au développement qui soient opérationnellement acceptés », ainsi qu'une preuve du fait que les radars proposés ont été « opérationnellement acceptés par d'autres clients ». Le Canada envisagera-t-il de définir plutôt un niveau de préparation technologique particulier?	Le Canada effectuera des enquêtes plus approfondies, et toute modification aux exigences sera achevée avant la publication de toute DP officielle.
35	Dans l'EDT, il est question d'un nombre minimal de huit (8) alimentations radars à	Le système doit comprendre la mise en place simultanée d'un nombre pouvant aller jusqu'à



	installer à une station, et à quatre (4) autres qui seront simultanément installés à une autre station – les huit (8) premiers sont-ils actuellement déployés de façon simultanée?	quatre (4) alimentations radars différentes conformément à l'EDT. Le système de radar de contrôle tactique doit être conçu de manière à fournir un nombre minimal de huit (8) alimentations radars producteurs de données. Ces ports doivent fournir des données d'alimentation radar simultanées et indépendantes, conformément à l'EDT.
36	Les enregistrements dans ASTERIX et CD2 seront-ils offerts en tant qu'information fournie par le gouvernement (IFG)?	Non, l'EDT précise les exigences en matière d'enregistrement.
37	Que voulez-vous dire exactement par « les mises à jour logicielles doivent être compatibles avec les affichages précédents »?	Les mises à jour logicielles doivent être compatibles avec les lignes de référence fournies.
38	L'EDT traite d'un processeur C2 et d'un processeur C2P pour la liaison des données tactiques – ces processeurs sont-ils différents? Renvoient-ils à l'intégrateur de systèmes de défense aérienne?	Les processeurs C2 et C2P pour la liaison des données tactiques sont les mêmes et ne renvoient pas à l'intégrateur de systèmes de défense aérienne (ISDA).
39	Des mises à niveau sont-elles requises pour de l'équipement actuellement installé dans l'abri du radar qui demeurerait après la livraison?	Le Canada ne prévoit pas pour l'instant voir l'entrepreneur accomplir un autre travail sur l'équipement existant qui sera intégré avec les nouvelles plateformes des radars de contrôle tactique.  Si le Canada décide de demander à un entrepreneur d'effectuer tout autre travail sur l'équipement existant, une telle exigence fera partie de toute DP officielle avant sa publication.
40	Y a-t-il une exigence de mettre à niveau les affichages dans le Centre des opérations de la formation à distance (COFD)? Quelle est exactement l'exigence de la mise à niveau des affichages?	Les positions des écrans et des consoles doivent être identiques, d'un point de vue fonctionnel, à l'abri fourni par l'entrepreneur et au COFD. Il y aura deux (2) écrans supplémentaires au 12 <sup>e</sup> escadron de radar. Le Canada effectuera un examen pour établir si des clarifications sont nécessaires. La fonctionnalité des écrans est détaillée dans l'EDT.
41	Les éléments liés à la console (41 à 46) de l'évaluation aux fins de démonstration renvoient-ils à la console de mise au point?	Les soumissionnaires peuvent démontrer tous les éléments liés à la console en utilisant une console de mise au point ou une console d'opérateur.
42	L'équipement et le matériel fournis par le gouvernement sont-ils autonomes ou à monter	L'équipement sera fourni à l'entrepreneur dans des supports d'équipement fourni par le

	sur un support? L'entrepreneur fournira-t-il les supports nécessaires pour abriter l'équipement de lien 11 offert en tant qu'équipement fourni par le gouvernement? L'entrepreneur fournira-t-il les supports qui sont requis pour la station au sol Satcom?	gouvernement (EFG). Habituellement, l'équipement d'une station au sol Satcom est situé sur un support, dans l'abri fourni par l'entrepreneur, mais le MDN vérifiera l'exigence avant la publication de toute DP officielle.
43	L'équipement et les biens fournis par le gouvernement ne seront-ils fournis que pour les deux (2) radars fermes ou tiendront-ils compte d'un troisième radar potentiel? Si l'on achète trois (3) systèmes de radars de contrôle tactique, cela augmentera-t-il l'exigence qui consiste à faire passer de deux à trois l'intégrateur du système de défense aérienne?	Si le Canada se sert de l'option pour se procurer le troisième système de radar, l'équipement et les biens fournis par le gouvernement seront offerts de manière appropriée. Cependant, l'intégrateur du système de défense aérienne des deux (2) premiers systèmes pourrait être utilisé pour le troisième. Le Canada effectuera des enquêtes plus approfondies, et toute modification aux exigences sera achevée avant la publication de toute DP officielle.
44	Comment l'information fournie par le gouvernement (IFG) sera-t-elle offerte?	Le Canada fournira toute cette information sur support de CD ou de DVD selon les modalités d'un contrat attribué.
45	Pourquoi le Solacom est-il inclus dans la liste de l'équipement fourni par le gouvernement?	Le Canada révisé encore la liste de l'équipement fourni par le gouvernement; celle-ci sera mise au point avant la publication de toute DP officielle.
46	Quel équipement cryptographique est fourni en tant qu'équipement fourni par le gouvernement?	Tout l'équipement fourni par le gouvernement est énuméré dans l'EDT.
47	Le Canada a-t-il l'intention d'énumérer les accessoires du PRC-117 et la configuration de la radio HF dans le cadre de l'équipement fourni par le gouvernement?	Oui, l'EDT renfermera ces renseignements supplémentaires sur l'équipement fourni par le gouvernement.
48	Qu'est-ce qui sera nécessaire pour l'évaluation de l'équipement? Y aura-t-il des cibles réelles utilisées durant la démonstration de l'équipement? Y aura-t-il des critères cotés? Pouvez-vous clarifier les exigences de l'évaluation physique pendant la DP?	<p>Dans le cadre du processus de demande de soumissions, l'équipement sera évalué au moyen d'une combinaison de méthodes. On réalisera une évaluation « sur papier » qui permettra d'évaluer certaines exigences obligatoires, et des points seront attribués pour les exigences cotées. Il y aura aussi une démonstration de l'équipement réel qui reposera sur différentes méthodes pour démontrer la capacité.</p> <p>Il incombe actuellement au soumissionnaire de décider s'il utilisera des cibles réelles ou simulées pour démontrer la conformité. On trouvera les critères obligatoires et cotés à l'annexe E de l'ébauche de DP, à la section portant sur la</p>

		matrice d'évaluation du soumissionnaire. Une matrice d'évaluation faisant partie de la trousse de la LI décrit les composantes qui seront mises à l'essai durant la démonstration concrète. Seul le sous-système du radar sera mis à l'essai. La lettre « D » signifie « démonstration », et le sigle « PVD » signifie « données précédemment vérifiées ».
49	La démonstration de la capacité peut-elle se faire à l'emplacement soumissionnaire?	Pour l'instant, le Canada a l'intention de permettre au soumissionnaire de choisir le lieu où se tiendra la démonstration de la capacité.
50	Comment le Canada prévoit-il mettre à l'essai les exigences comme le pouvoir séparateur en portée et la résolution en azimut?	Il incombe au soumissionnaire de démontrer qu'il se conforme à l'exigence. Les soumissionnaires peuvent utiliser différents moyens, comme les générateurs de cibles radar, les objectifs inopinés, etc.
51	Comment le processus d'évaluation des exigences cotées utilisant la surface équivalente radar (SER) peut faire en sorte que tous les soumissionnaires utilisent la même SER?	Conformément à l'annexe E (matrice d'évaluation des soumissions), section E1, point 5, définition de la cible – Les soumissionnaires doivent présenter des données techniques pour démontrer leur conformité. Les données techniques peuvent comprendre les documents sur les essais pratiqués avec cornet d'alimentation, le système de soutien des analyses radar ou des essais en vol réel.
52	Quels sont les points de pourcentage attribués à l'évaluation (c.-à-d. technique, financière et proposition de la valeur)? Quelle est la distribution habituelle en pourcentage des notes techniques, financières et sur la proposition de la valeur?	Le Canada cherche à obtenir de la rétroaction sur les matrices d'évaluation et prendra les recommandations en considération. Chaque projet est différent et on exécute sa distribution de façon indépendante, en fonction de ses besoins. Les DP pour des projets semblables peuvent être disponibles sur le site d'achats et ventes du Canada ( <a href="http://www.Achatsetventes.gc.ca">www.Achatsetventes.gc.ca</a> ).
53	Le Canada peut-il fournir la raison pour laquelle la précision de la hauteur est actuellement la seule exigence cotée de rendement du radar, et indiquer comment elle sera évaluée?	Le Canada tiendra compte de ce point et prendra une décision à une date ultérieure. Si le Canada décide de fournir ces informations, ils feront partie de toute DP officielle avant sa publication.
54	L'évaluation de la proposition de valeur concernera-t-elle les deux (2) radars fermes ou comprendra-t-elle le troisième radar potentiel?	Le Canada élabore actuellement le cadre d'évaluation de retombées industrielles et technologiques (RIT) ainsi que de la proposition de valeur (PV). À l'heure actuelle, la valeur totale du contrat est l'élément qui est pris en considération aux fins d'évaluation. Une

		deuxième lettre d'intérêt sera diffusée pour solliciter davantage de rétroaction sur les RIT et et la PV au cours des prochains mois.
55	Qu'entend-on par « partie admissible » en référence avec les RTI et la PV?	Le terme « partie admissible » a été remplacé par le terme « donneur admissible » et est actuellement utilisé pour d'autres approvisionnements pour la Défense qui englobent les RTI et la PV. La LI subséquente pour les radars de contrôle tactique comprendra les ébauches de modalités pour les RTI, incluant la définition de donneur admissible.
56	Prendra-t-on en considération le rééchelonnement des jalons après l'attribution du contrat?	Le Canada n'exclura pas ce point et le prendra en considération.
57	Des documents de contrôle des interfaces (DCI) seront-ils fournis pour toute l'information fournie par le gouvernement (IFG) énumérée à l'appendice 9 de l'annexe A?	Oui, des documents de contrôle des interfaces seront fournis pour toute l'information fournie par le gouvernement (IFG) énumérée à l'appendice 9 de l'annexe A. Le support reste à déterminer, mais il pourrait s'agir de CD/DVD.
58	L'EDT précise-il comment les échos se transforment en lignes de vol (c.-à-d. corrélation ou fusion)?	Non. L'EDT précise les exigences en matière de production de rapports sur la cible corrélées.

## **2. Modifier l'article 8 – Date de clôture de l'invitation de la Lettre d'intérêt (LI n° 1) :**

A l'article 8 – Date de clôture de l'invitation de la Lettre d'intérêt (LI n° 1) de la page 13 de la LI n° 1 :

**SUPPRIMER :** La date de clôture de la LI n° 1 (consultation de l'industrie) est actuellement prévue pour le 31 octobre 2016.

**INSÉRER :** La date de clôture de la LI n° 1 (consultation de l'industrie) est actuellement prévue pour le 30 novembre 2016. Aucune autre question ne sera acceptée par le Canada.

**Tous les autres termes et conditions de cette Lettre d'intérêt demeurent les mêmes.**